

que pour que les citoyens du Nord fassent confiance aux conservateurs, il ne suffit pas que ces derniers le leur demandent.

J'ai parlé brièvement de la question des provinces. On n'a pas modifié non plus les dispositions concernant l'extension des frontières. Les premiers ministres s'imaginent-ils vraiment qu'on puisse rattacher le Yukon à la Colombie-Britannique, que la partie ouest de l'Arctique puisse s'intégrer à l'Alberta? Se peut-il, à notre époque, qu'on envisage pareille appropriation d'un territoire? Y a-t-il un seul Canadien qui prenne cette idée au sérieux? Les Albertains, par exemple, ne réagiraient-ils pas si le Manitoba s'emparait de Calgary ou d'Edmonton? C'est ridicule. Par conséquent, pourquoi a-t-on conservé ces dispositions?

Je voudrais dire quelques mots au sujet des gens du Nord. Comme le ministre l'a déclaré hier, les constitutions sont les peuples. Je voudrais parler des gens du Nord qui, comme les autres Canadiens, vivent, travaillent et élèvent leur famille. On doit d'abord se rappeler que le Nord a joué un rôle important dans l'histoire du Canada, non pas seulement à cause des ruées vers l'or, des chasseurs de baleines, des missionnaires et du commerce des fourrures, mais grâce au riche patrimoine des autochtones dont les ancêtres ont vécu dans le Nord pendant au moins 30 000 ans.

Ces gens-là ne sont pas des suppléments exotiques au *National Geographic*. Ce sont des hommes et des femmes politiques, des scientifiques, des gens d'affaires, des trappeurs, des chasseurs, des marchands, des linguistes et des archéologues. A Old Crow, au Yukon, par exemple, il y a un homme qui ne sait ni lire ni écrire mais qui, sans l'aide aucune des connaissances scientifiques de notre culture, a classé 200 espèces d'oiseaux, non pas en latin mais en loucheu, non pas par écrit mais dans sa mémoire de façon à les réciter par coeur. C'est un scientifique. C'est un homme du Nord. C'est un Canadien.

Il y a ceux qui sont venus au Yukon pour faire le commerce des fourrures, pour l'aventure, pour trouver de l'or, pour obtenir un emploi, pour construire la route. Ils sont restés pour construire un pays, votre pays, madame la Présidente, et le mien. Je connais une femme dont le père a traversé le col de Chilkoot avec un piano sur le dos au cours de la ruée vers l'or. Aujourd'hui, cette femme, ses enfants et ses petits-enfants édifient une société au Yukon. Ce sont des Canadiens.

Je connais quelqu'un, une femme, une réfugiée, qui travaille dur dans la poussière des mines, mais qui est fière que les membres de sa famille et elle-même soient des Canadiens. Elle peut travailler ici et construire sa collectivité dans son Canada et notre Canada.

Je connais des agriculteurs—oui, madame la Présidente, il y a des agriculteurs dans le Nord—qui élèvent du bétail et qui cultivent la terre dans des conditions environnementales très pénibles. Ils travaillent à assurer l'autosuffisance du Nord. Ce sont des Canadiens.

Il y en a encore beaucoup d'autres. Il y a des pêcheurs, des gens d'affaires, de fins cuisiniers. Il y a des théâtres et des cinémas. Il y a des chanteurs et des auteurs de chansons. De Watson Lake à Old Crow, de Dawson à Haines Junction, de Mayo à Faro, à Teslin, Tagish, Carmacks, Carcross, Elsa, Snag, Burwash, Swift River, Beaver Creek, Moose Creek et Whitehorse, et dans les 13 bandes indiennes du Yukon, il y a des Canadiens qui élisent des gouvernements territoriaux et

des députés, qui élèvent leur famille, dirigent leur entreprise, boivent une bière de temps à autre et se considèrent comme des Canadiens à part entière. Entre parenthèses, madame la Présidente, il semble bien que Revenu Canada leur donne raison.

A moins qu'il soit apporté des amendements à cet accord, les gens du Nord diront qu'ils sont Canadiens à moitié, que notre voix ne compte pas.

J'avais l'habitude de répondre en plaisantant aux gens du Sud qui me demandaient comment je gagnais ma vie: «Je suis payée pour occuper le Nord.» Nous voyons notre souveraineté contestée de plus en plus souvent, mais nous n'affirmerons pas notre souveraineté par une plus grande militarisation. Nous dirons plutôt aux Yukonnais, aux citoyens des Territoires du Nord-Ouest, aux Inuit, aux Dénés, aux Loucheuc et autres groupes autochtones ou non: «C'est notre patrie. Nous sommes Canadiens. C'est le Canada.»

En ce qui concerne nos préoccupations précises qui sont exprimées dans ces amendements, notamment les nominations à la Cour suprême, pourquoi exclure les membres du barreau dont un grand nombre appartiennent à plusieurs barreaux provinciaux mais habitent dans les Territoires? C'est illogique. Une résolution sur les droits des autochtones et d'autres conférences sur ces droits sont nécessaires. Comme les groupes autochtones l'ont dit si éloquemment, le cercle de la Confédération ne sera complet que lorsque les premières nations du Canada seront reconnues.

• (1640)

Enfin, il s'agit d'accorder le statut de province aux territoires, mais pas tout de suite. C'est là le prolongement logique de notre histoire. Le gouvernement canadien a le devoir de protéger les intérêts du Nord et des autochtones. Le premier ministre (M. Mulroney) peut-il vraiment affirmer qu'il s'est acquitté de ce devoir?

Dans un article publié dans le *Star* de Toronto, le 20 septembre 1987, Richard Gwynn déclarait: «Les Canadiens se soucient beaucoup de l'Arctique, sur le plan de la souveraineté et de l'environnement. Mais son importance est surtout psychologique. Cette région complète notre pays, lui donne sa profondeur et sa forme». Je suis entièrement d'accord.

Comme je représente cette région du Canada qui n'a ni vote ni voix, je dois voter contre l'Accord tant qu'il n'aura pas été modifié. J'exhorte les députés à accepter les amendements que notre parti a proposés et qui contribueront à rendre cet Accord acceptable pour beaucoup plus de gens.

Comme je l'ai déjà dit, nous n'avons pas été consultés. La Chambre est la seule tribune officielle dans laquelle nous pouvons nous exprimer et dire non. J'exhorte les députés à appuyer les amendements du NPD.

[Français]

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Madame la Présidente, pour moi le débat actuel est un débat sur le Canada, le débat sur l'Accord est un débat sur nous-mêmes, un débat sur la façon dont nous nous voyons et un débat sur la division du pouvoir pour faire les choses que nous devons faire comme citoyens dans notre pays.